



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

SERVICES D'ASSURANCES POUR L'ANSM (3 lots)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

LOT N° 2

ASSURANCE DES RESPONSABILITES ET RISQUES ANNEXES

APPEL D'OFFRES OUVERT

En application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1,
R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 MONTANT DES GARANTIES

ARTICLE 2 BIENS CONFIES

ARTICLE 3 EXTENSION DE LA NOTION D'ASSURE

ARTICLE 4 CONVENTIONS PASSEES AVEC L'AGENCE

ARTICLE 5 RECOURS

ARTICLE 6 FRANCHISE

ARTICLE 1

MONTANT DES GARANTIES

Tous dommages confondus : 15 000 000 € par sinistre

↳ DONT

RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION	
Dommages matériels et immatériels consécutifs Limités à 25 000 € du fait d'un vol par préposé	5 000 000 € par sinistre
Dommages immatériels non consécutifs	2 500 000 € par sinistre
Dommages de pollution tous dommages confondus	2 000 000 € par sinistre
Dommages environnementaux	200 000 € par sinistre
Préjudice écologique	200 000 € par sinistre
Faute inexcusable	5 000 000 € par sinistre
Compétences transférées	2 000 000 € par sinistre
Intoxications alimentaires	5 000 000 € par sinistre
Recours de l'Etat en remboursement de dommages résultant d'acte de violence	800 000 € par sinistre
Défense et recours	300 000 € par sinistre
Biens confiés / RC dépositaire	1 500 000 € par sinistre
Locaux occasionnels d'activités	1 000 000 € par sinistre
R.C. après travaux ou après livraison :	2 000 000 € par sinistre et par année d'assurance

RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE	
R.C. Professionnelle tous dommages confondus	Garantie non accordée

ARTICLE 2

BIENS CONFIES

Sont garantis les dommages subis par les biens mobiliers confiés à l'entité ou à une personne dont elle est civilement responsable, sous forme de dépôt, location, garde, prêt, etc.

↳ Exclusions

- Les espèces, billets de banques, titre et valeurs,
- Les bijoux, pierres précieuses et perles fines, orfèvrerie et argenterie, objets en matières ou métaux précieux,
- Les fourrures et dentelles, les étoffes anciennes,
- Les livres, manuscrits et autographes s'ils ont une valeur unitaire égale ou supérieure à cinq fois l'indice,
- Les médailles ainsi que les tapisseries ayant une valeur unitaire égale ou supérieure à quinze fois l'indice,

- Les collections ayant une valeur globale égale ou supérieure à dix fois l'indice,
- Les tableaux, dessins, estampes, gravures, sculptures et autres objets d'art,
- Les lingots en métaux précieux,
- Les biens présentés au cours d'une exposition ouverte au public,
- Les appareils volants et les véhicules à moteur terrestres, maritimes ou fluviaux et leurs remorques, ainsi que le contenu de ces véhicules et appareils.

ARTICLE 3

EXTENSION DE LA NOTION D'ASSURE

→ La notion d'Assuré est étendue

- Aux agents de l'entité même lorsqu'ils sont mis à la disposition d'organismes divers ou d'associations.
La garantie prévue n'interviendra qu'à défaut ou en complément des contrats souscrits par ailleurs.
- Aux régisseurs pour leur responsabilité personnelle. La garantie prévue n'interviendra qu'à défaut ou en complément des contrats souscrits par les intéressés dans la limite de **15 000 €** par sinistre.
- Aux collaborateurs participant aux activités de l'ANSM
La garantie prévue n'interviendra qu'à défaut ou en complément des contrats souscrits par les intéressés.

Il est précisé que les assurés conservent la qualité de tiers entre eux.

ARTICLE 4

CONVENTIONS PASSEES AVEC L'AGENCE

La garantie s'étend aux conséquences des conventions, comportant transfert de responsabilité et/ou renonciation à recours, intervenues entre d'une part l'Assuré et d'autre part :

- L'Etat,
- L'armée,
- Les administrations, collectivités locales, organismes publics ou semi-publics, français ou étrangers tels que, en France : SNCF, RFF, ERDF/GRDF, ENGIE, RATP, RER, CEA, DDE, la POSTE, ORANGE et les sociétés opératrices de réseaux de télécommunications ...,
- Les sociétés de location ou de crédit-bail,
- Les organisateurs de foires et expositions,
- Les personnes physiques ou morales mettant à sa disposition des biens ou des personnes utilisés pour l'exécution de son activité,
- Les établissements et/ou entreprises voisines, dans le cadre des contrats d'assistance réciproque,
- Aux associations.

Les conventions passées devront être transmises pour accord à l'Assureur à la demande de ce dernier.

ARTICLE 5

RECOURS

Il est convenu que l'Assureur dirige les recours mais s'interdit toute transaction sans l'accord préalable de l'Assuré.

ARTICLE 6

FRANCHISES

	SOLUTION DE BASE
Responsabilité civile	5 000 €
Défense et recours : Seuil d'intervention	800 €